Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Situation économique du département

Réunion du 7 février 2014 à 10 heures

Publié le 7 février 2014

I – ***Le bilan de la situation économique et sociale du département en 2013***

II – ***Les perspectives 2014***

Le bilan de la situation économique et sociale du département en 2013

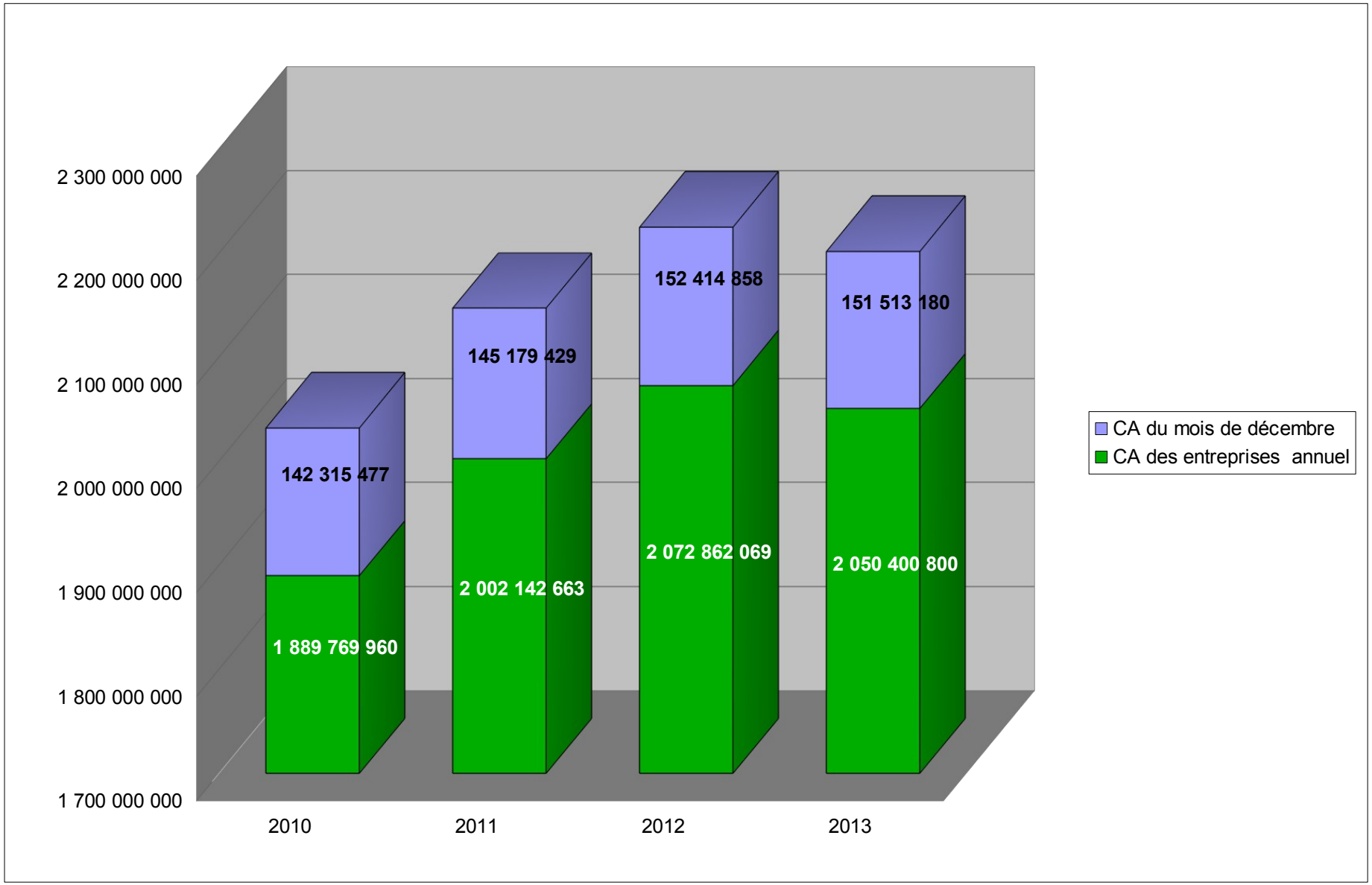
En 2013, une baisse du chiffre d'affaire conjuguée à une baisse des remboursements de TVA traduisent **une baisse globale de l'activité des entreprises** variable selon les secteurs, un taux de marge qui se maintient et des investissements orientés à la baisse.

1- Le chiffre d'affaires (CA) des entreprises :

CA au mois de décembre :	CA annuel :
2010 : 142 315 477 €	1 889 769 960 €
2011 : 145 179 429 € (+5,9%)	2 002 142 663 € (+5,9%)
2012 : 152 414 858 € (+4,98%)	2 072 862 069 € (+3,5%)
2013 : 151 513 180 € (– 0,59%)	2 050 400 800 € (-1,08%)

En 2013, les entreprises lozériennes enregistrent une baisse de – 1,08 % de leur CA alors que les CA sont en hausse de + 1,6 % au niveau national pour la même période.

Évolution du chiffre d'affaire des entreprises lozériennes



La baisse de l'activité des entreprises s'accompagne d'une diminution de l'emploi salarié

- Evolution trimestrielle de l'emploi salarié (hors agriculture et activités des ménages en tant qu'employeurs) - données CVS

	2ème trimestre 2013	3ème trimestre 2013	évolution sur un trimestre
Lozère	**12 055**	**12 009**	**-0,4%**
Commerce	2 492	2 470	-0,9%
Construction	1 967	1 946	-1,1%
Industrie	2 690	2 692	0,0%
Intérim	147	126	-14,6%
Services marchands hors intérim	4 759	4 776	0,4%
Région LR	*481 706*	*481 756*	*0,0%*

◈ *Source : INSEE*

Les données fiscales

2 - La TVA collectée : les encaissements sont en baisse par rapport à décembre 2011 même si une légère progression est observée par rapport à décembre 2012

Décembre 2011 : 5 541 696 €

Décembre 2012 : 5 186 412 € (- 6,41%)

Décembre 2013 : 5 201 231 € (+ 0,29%)

➔ Ils sont néanmoins en baisse sur le montant cumulé du 01/01/2013 au 31/12/2013 : l'écart a continué de se resserrer par rapport à la situation constatée fin novembre 2013

Année 2011 : 62 992 526 €

Année 2012 : 62 992 021 € (- 0,02%)

Année 2013 : 61 988 206 € (– 1,59%)

Données fiscales (suite)

3 - Les remboursements des crédits de TVA :

En hausse par rapport à décembre 2012

Décembre 2011 : 1 529 982 €

Déc 2012 : 2 036 544 € (+33,1%)

Déc 2013 : 2 520 263 € (+23,75 %)

En baisse sur le montant cumulé du 01/01/13 au 31/12/2013 mais l'écart se resserre à nouveau par rapport à la situation constatée fin novembre 2013

Année 2011 : 37 536 169 €

Année 2012 : 40 580 395 € (+8,11%)

Année 2013 : 36 448 063 € (– 10,18 %)

L'année 2013 se caractérise par un fléchissement (le montant retrouve une valeur proche de 2011)

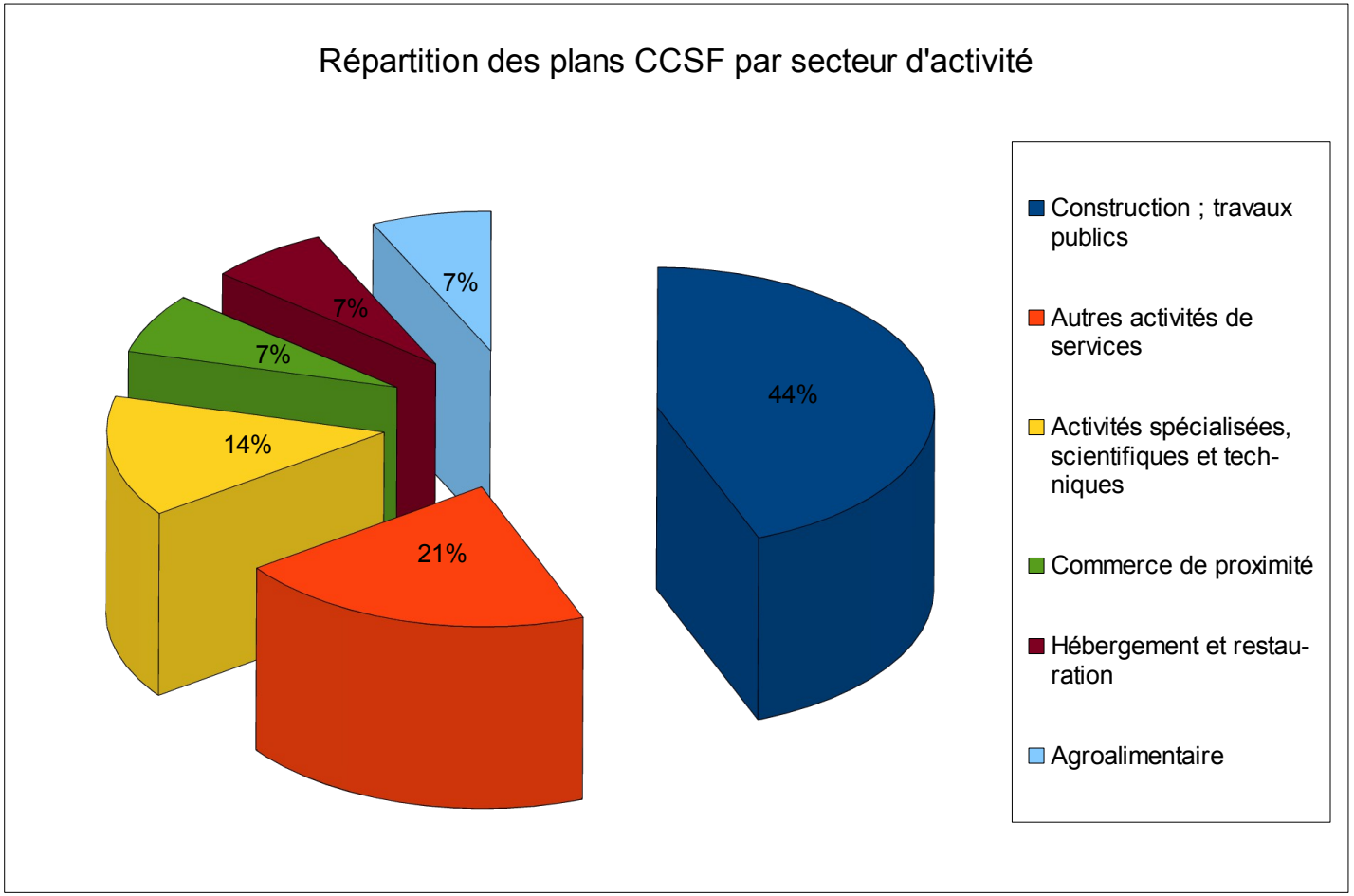
4 – Augmentation des plans d'apurement échelonné des dettes fiscales et sociales

➔ **Les résultats démontrent une fragilité de la trésorerie des entreprises**

	2011	2012	2013
Nombre de plans accordés aux entreprises	22	6	14
Nbre de salariés concernés	355	62	425
montant de la dette sociales et fiscales concernée	606 K€	351 K€	2,478M€
durée moyenne d'échelonnement	10 mois	23 mois	35 mois

5 - Répartition des plans CCSF par secteur d'activité

Le secteur de la construction apparaît comme le plus exposé aux difficultés de trésorerie



Une relative résistance des entreprises lozériennes à la crise

49 défaillances enregistrées en 2013

Les secteurs les plus touchés sont ceux du commerce et du transport.

Mais ces défaillances sont en baisse de 19,7 % par rapport à 2012 alors qu'elles sont en hausse de 4 % au niveau régional et de 3,5 % au niveau national.

Analyse par secteur d’activités

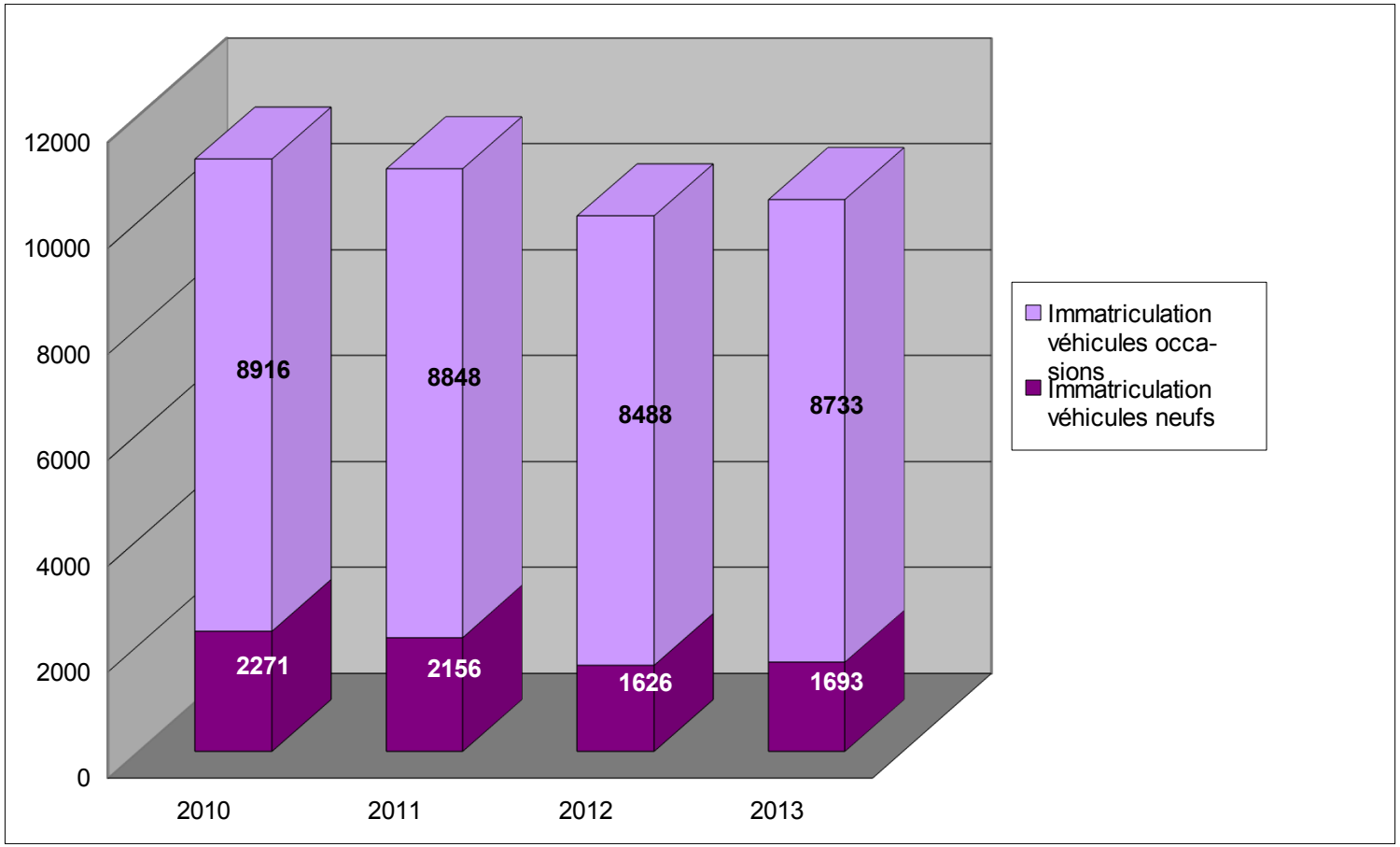
1 - Secteur de l’Industrie : amélioration d’ensemble depuis le début du 2ème semestre 2013

- dans l’activité du bois : reprise des commandes, tant en France qu’à l’export (notamment demande européenne),
- Dans la métallurgie, bonne année pour ce secteur, après diverses périodes d’activité irrégulières, et dans l’électronique des parts de marchés gagnées
- Dans l’agroalimentaire (viande + lait) : année satisfaisante, mais à confirmer.

2 - Secteur du commerce de l'automobile :

Un secteur où l'activité est en forte baisse depuis 2012, période qui correspond à l'arrêt de la prime à la casse (fin 2011) et qui n'a pas connu de franc regain d'activité en 2013.

➔ Données sur les immatriculations de véhicules



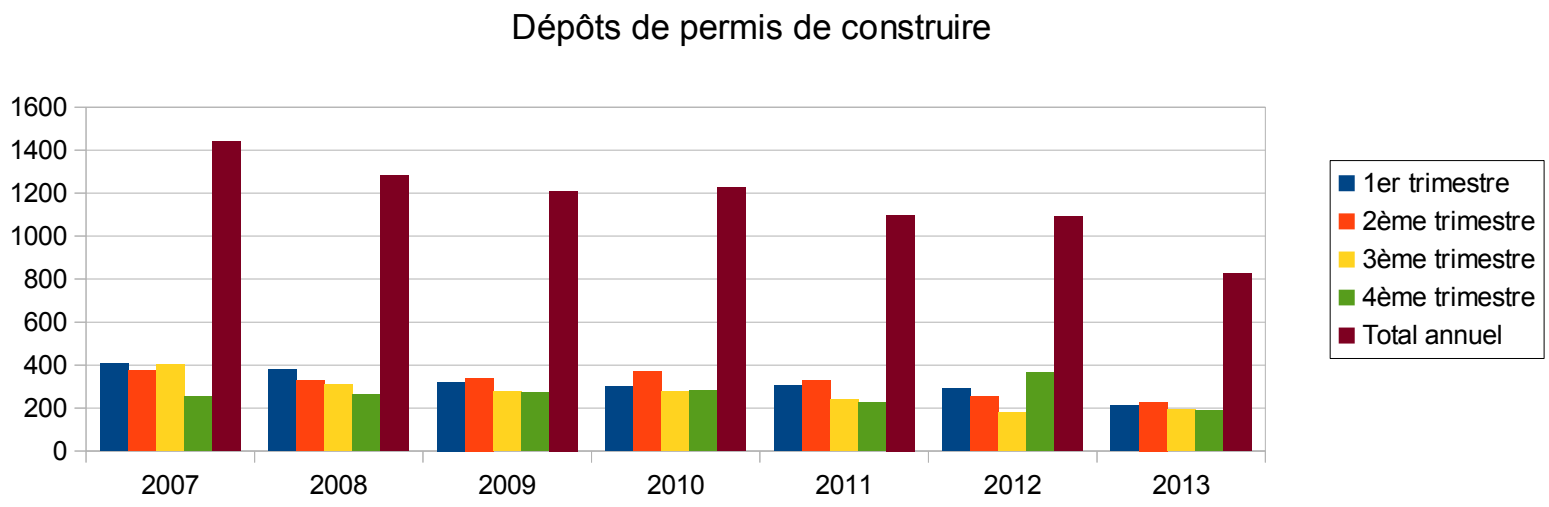
3 - Secteur de la construction :

Charges de travail très irrégulières tout au long de l'année suivant la taille des entreprises ou leur secteur d'activité (gros œuvre second œuvre) :

- GO : les taux de marge pratiqués se sont notablement réduits ces dernières années : les prix sont trop bas désormais pour toutes les affaires soient rentables.
- SO : moins de problèmes de marges sauf pour certaines activités, taux de TVA plus avantageux, carnets mieux étoffés.
- Incidences sur cotation banque de France en 2013 des entreprises BTP :
- Cotations 2012 renouvelée (45%), Cotation 2012 dégradée (35%, dégradation d'un cran), cotation 2012 améliorée (20%, hausse d'un cran).
- Statistiques de défaillances : malgré des trésoreries très resserrées, les chiffres des défaillances BTP ont baissé fin 2013 (sur 12 mois glissants).

Evolution des dépôts de permis de construire

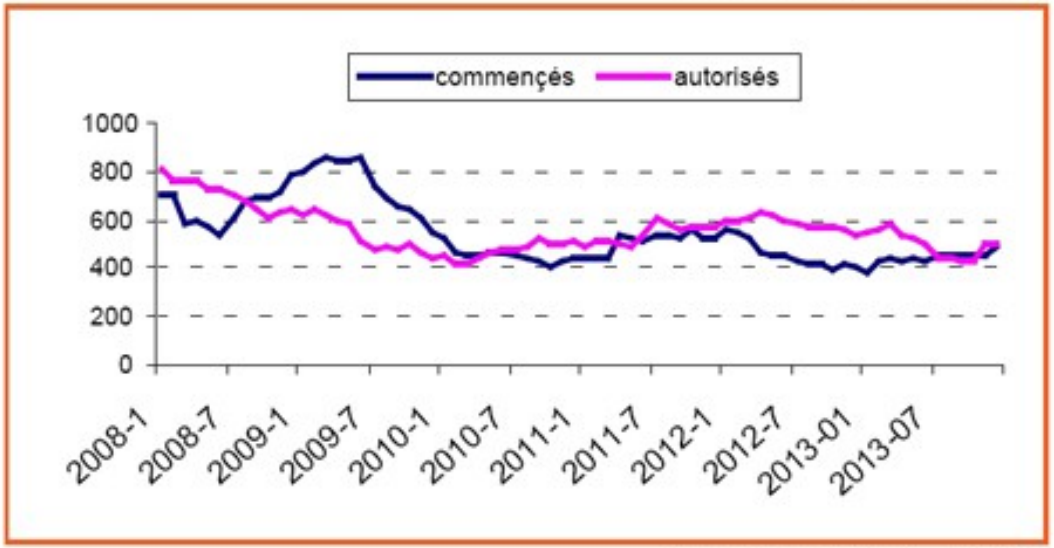
	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	Total annuel
2007	407	375	404	255	1441
2008	381	330	310	261	1282
2009	321	340	275	274	1210
2010	301	369	276	280	1226
2011	304	328	240	226	1098
2012	293	252	179	366	1090
2013	213	228	193	190	824



Nombre de logements		décembre 2013	3 derniers mois	12 derniers mois
			variation (1)	variation (2)
Lozère	**autorisés**	**23**	**92,7%**	**-6,4%**
	logements ordinaires	23	81,5%	4,8%
	dont collectifs	2	533,3%	9,3%
	dont individuels	21	25,0%	4,2%
	individuels purs	17	10,8%	3,3%
	individuels groupés	4	157,1%	8,3%
	déclarés commencés	**48**	**37,8%**	**20,8%**
	logements ordinaires	48	59,0%	15,8%
	dont collectifs	30	500,0%	60,9%
	dont individuels	18	5,4%	9,5%
	individuels purs	18	3,6%	9,2%
	individuels groupés	0	11,1%	10,9%

LOZÈRE : baisse des autorisations sur un an et hausse des mises en chantier

Données cumulées sur 12 mois



Source : SOeS Sit@del2 - DREAL LR
Unité : Nombre de logements

Variation (1) : variation des 3 derniers mois par rapport à la même période de 3 mois de l'année précédente
Variation (2) : variation des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents

Amélioration du parc privé (ANAH)

L'enveloppe octroyée à la Lozère en 2013 se montait initialement **à 956 641 €** (aides aux travaux et ingénierie).

1,7 M€ de subventions ont été engagées pour pour améliorer les résidences principales du parc privé dans le respect des priorités de l'ANAH :

-le traitement de l'habitat indigne et dégradé (23 logements),

-l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie pour l'adaptation de leur logement (43 logements),

-la lutte contre la précarité énergétique : 129 logements dont 10 logements locatifs qui ont également bénéficié des aides complémentaires de l'État au titre du programme Habiter Mieux pour un montant de 489 815 € (fonds d'aide à la rénovation énergétique).

185 logements (116 en 2012) ont été subventionnés, dont 25 logements locatifs à loyers maîtrisés, représentant près de 5 M€ de travaux éligibles HT (3,4 M€ en 2012).

Parc Privé – évolution inter-annuelle

Année	Subvention	Montant des travaux	Nb de logements
2011	1,2 M€	3,5 M€	173
2012	1,3 M€	3,4 M€	116
2013	1,7 M€	5,0 M€	185

Le parc public

➔ En 2013, le financement du logement social a permis de soutenir le secteur de la construction.

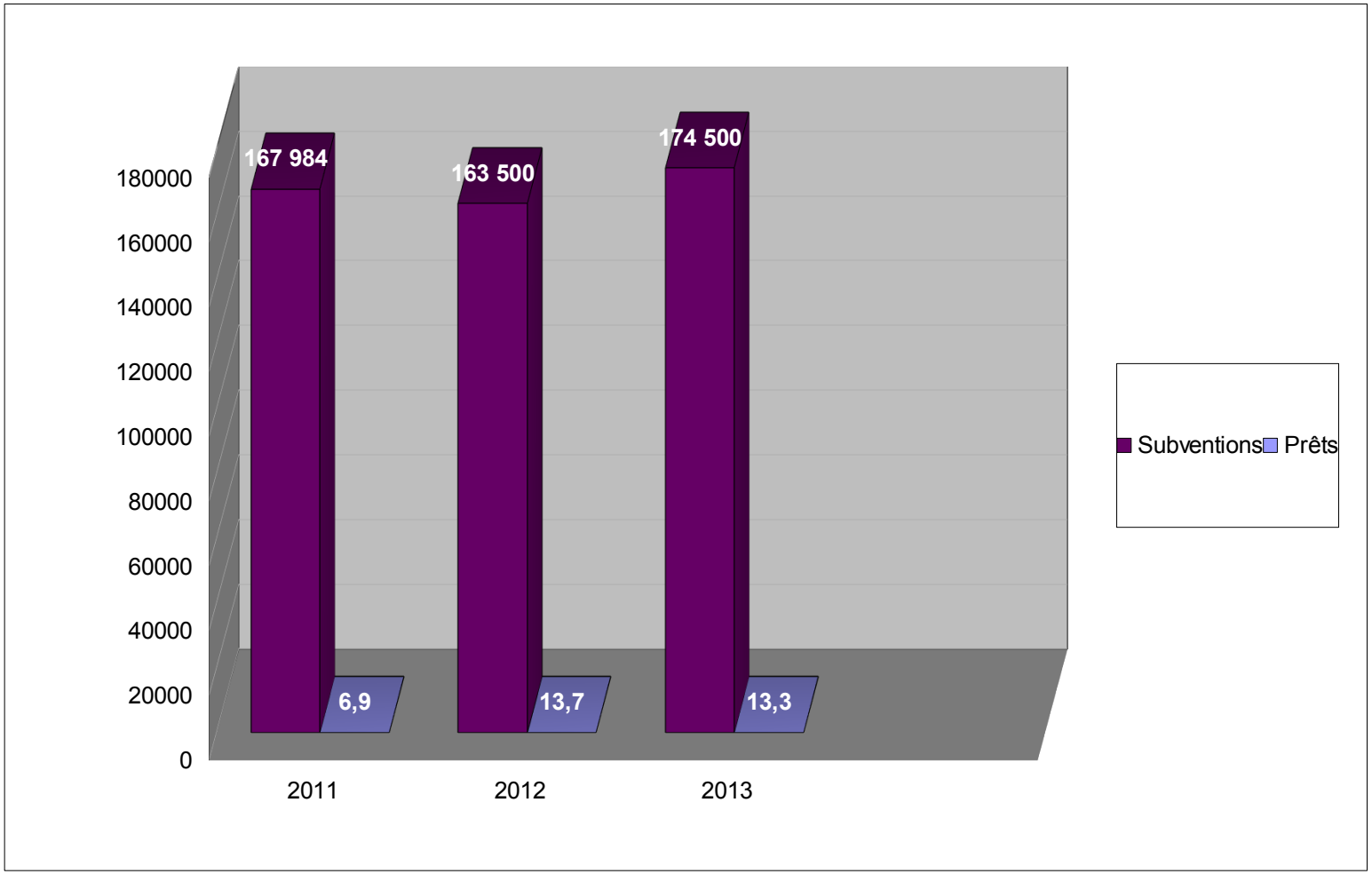
Des décisions de financement ont été accordées pour :

- 82 logements (54 sur la commune de Mende et 11 sur la commune de Marvejols), dont 24 % de logements très sociaux (PLAI) et 3 logements communaux, représentant un montant de subventions de 174 500 € et 7,8 M€ de prêts.

- 19 logements, dont 17 sur Mende, destinés à l'accession (location / accession sociale) ont obtenu un agrément pour un montant de 3,3 M€ de prêts.

- 1 logement-foyer pour personnes âgées de 42 lits pour un montant de prêt de 2,2 M€.

Parc Public – évolution inter - annuelle



4 - Secteur agricole :

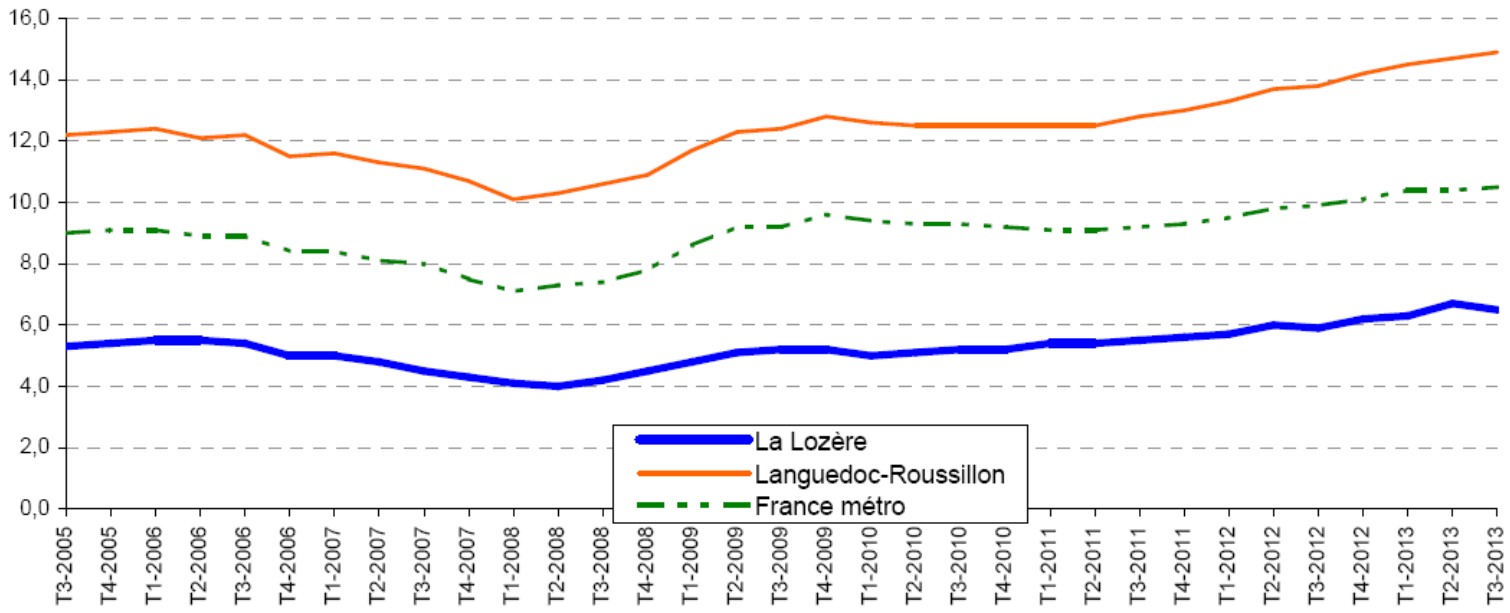
Avant le paiement des soldes des aides de la PAC (début décembre) :

- une proportion importante (20 à 25 %) d'agriculteurs avait des difficultés financières, avec un compte en négatif.

- nombre significatif d'agriculteurs qui connaissent un dépassent de leur ouverture de crédits (+100).

B - Indicateurs liés à l'emploi

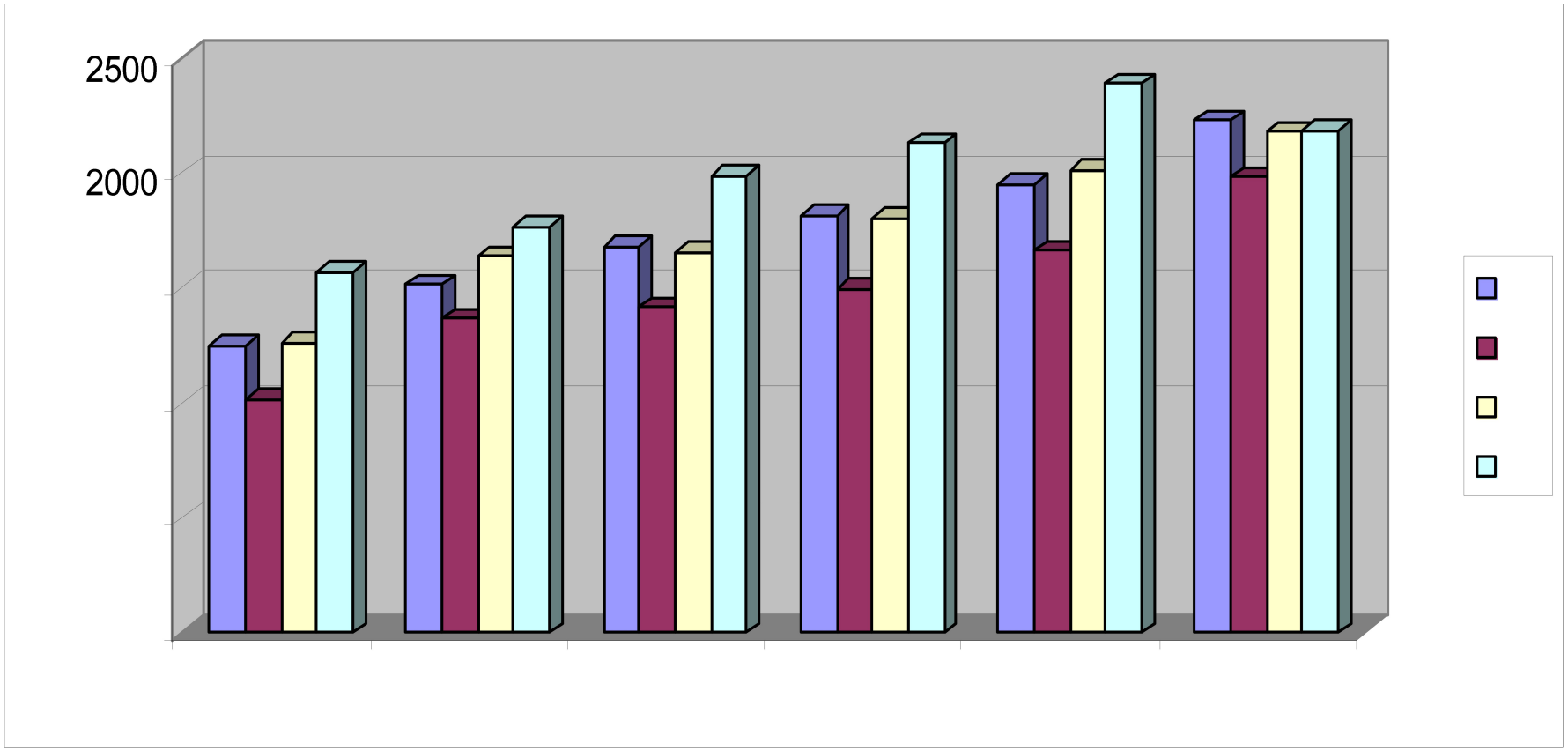
Situation de l'emploi



Les demandeurs d'emploi en catégorie A

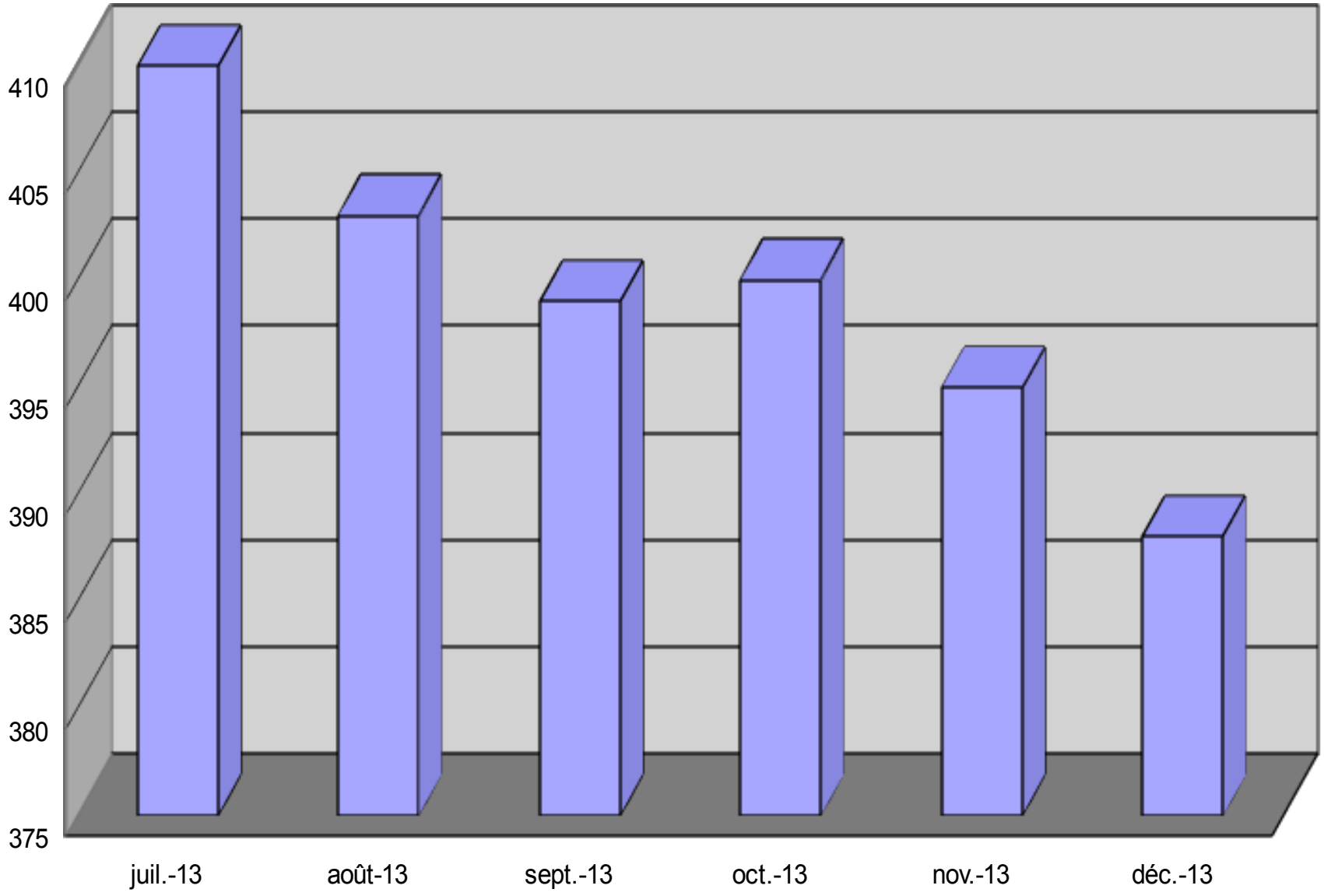
(évolution du nombre de demandeurs d'emploi / données fin de trimestre)

de 2008 à 2013



Les jeunes demandeurs d'emploi en catégorie A

(évolution depuis juillet 2013)

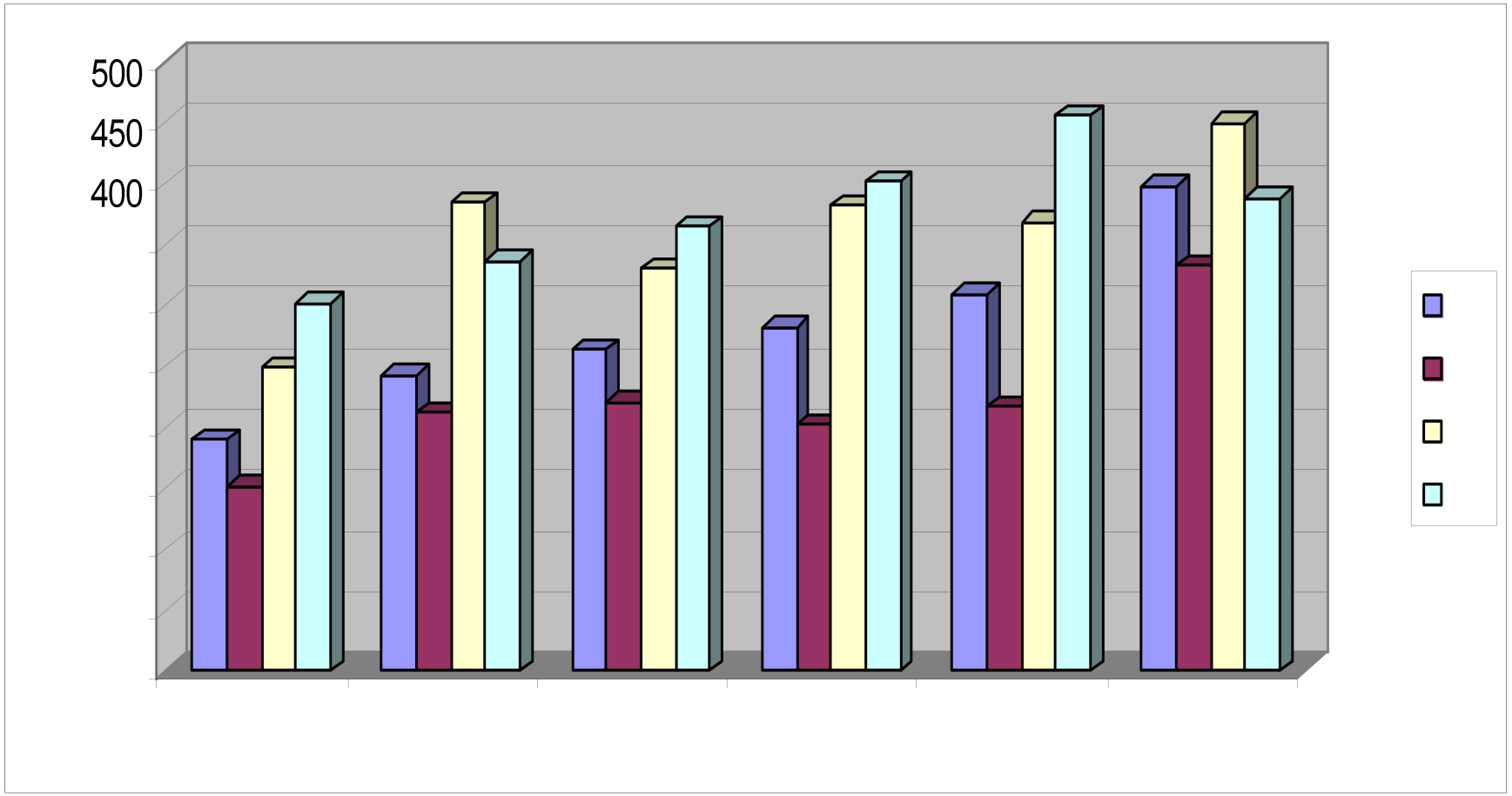


Les jeunes demandeurs d'emploi en catégorie A

(évolution du nombre de demandeurs d'emploi /

données fin de trimestre)

de 2008 à 2013



Résultats des dispositifs en faveur de l'emploi

Dispositif Emplois d'Avenir : **175 contrats signés**
dont 10% dans le secteur marchand.

Le Contrat de Génération :
26 demandes déposées au 31/12/2013.

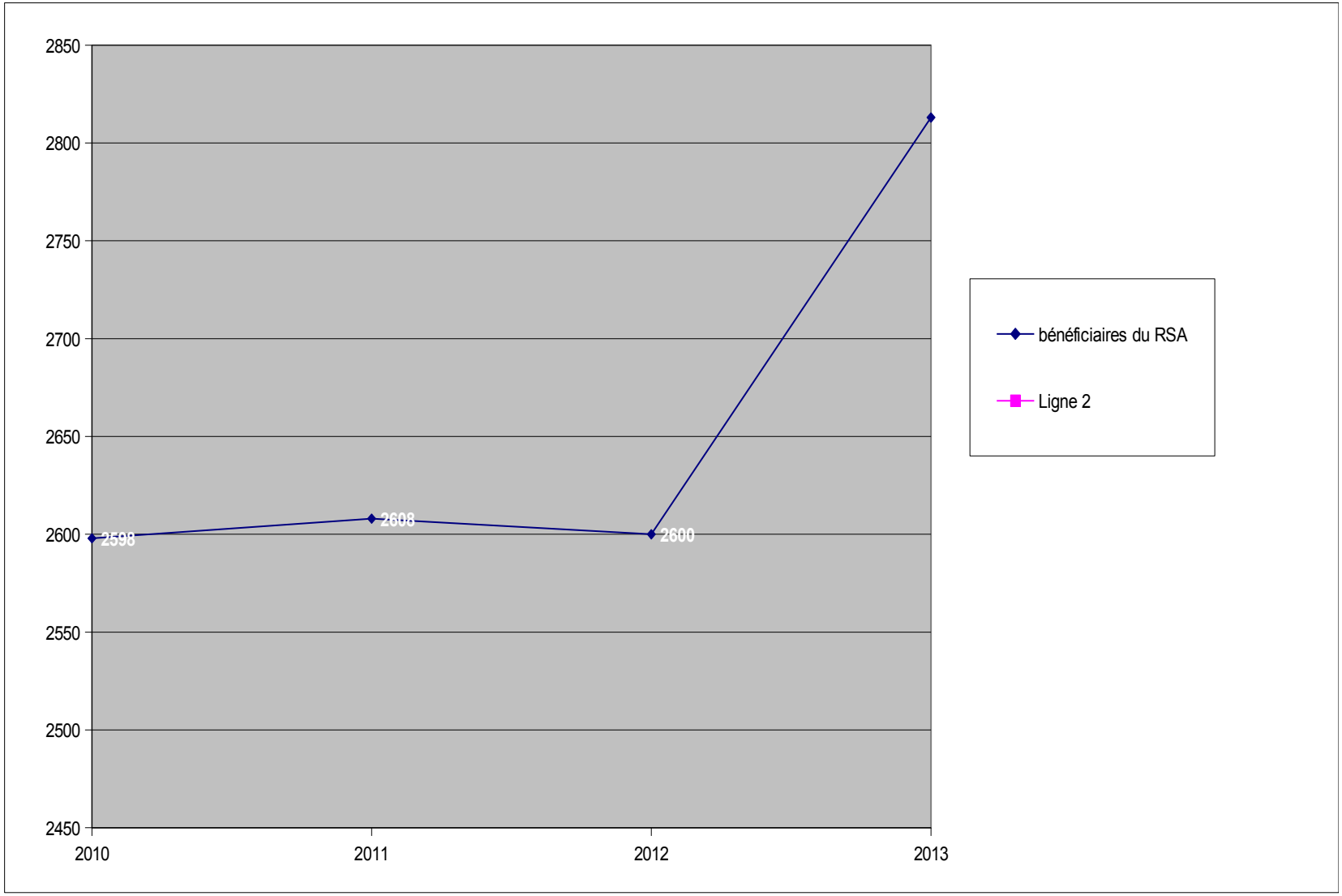
Les CUI : **plus de 600 contrats signés en 2013**,
avec un objectif d'un peu moins de 300 au 1er semestre 2014.

Le plan d'urgence formation des demandeurs d'emploi :
44 personnes actuellement en formation et
suivies par Pôle Emploi Mende.

Alternance : **347 apprentis recrutés en 2013**,
63 contrats de professionnalisation dont 40 ont moins de 26 ans.

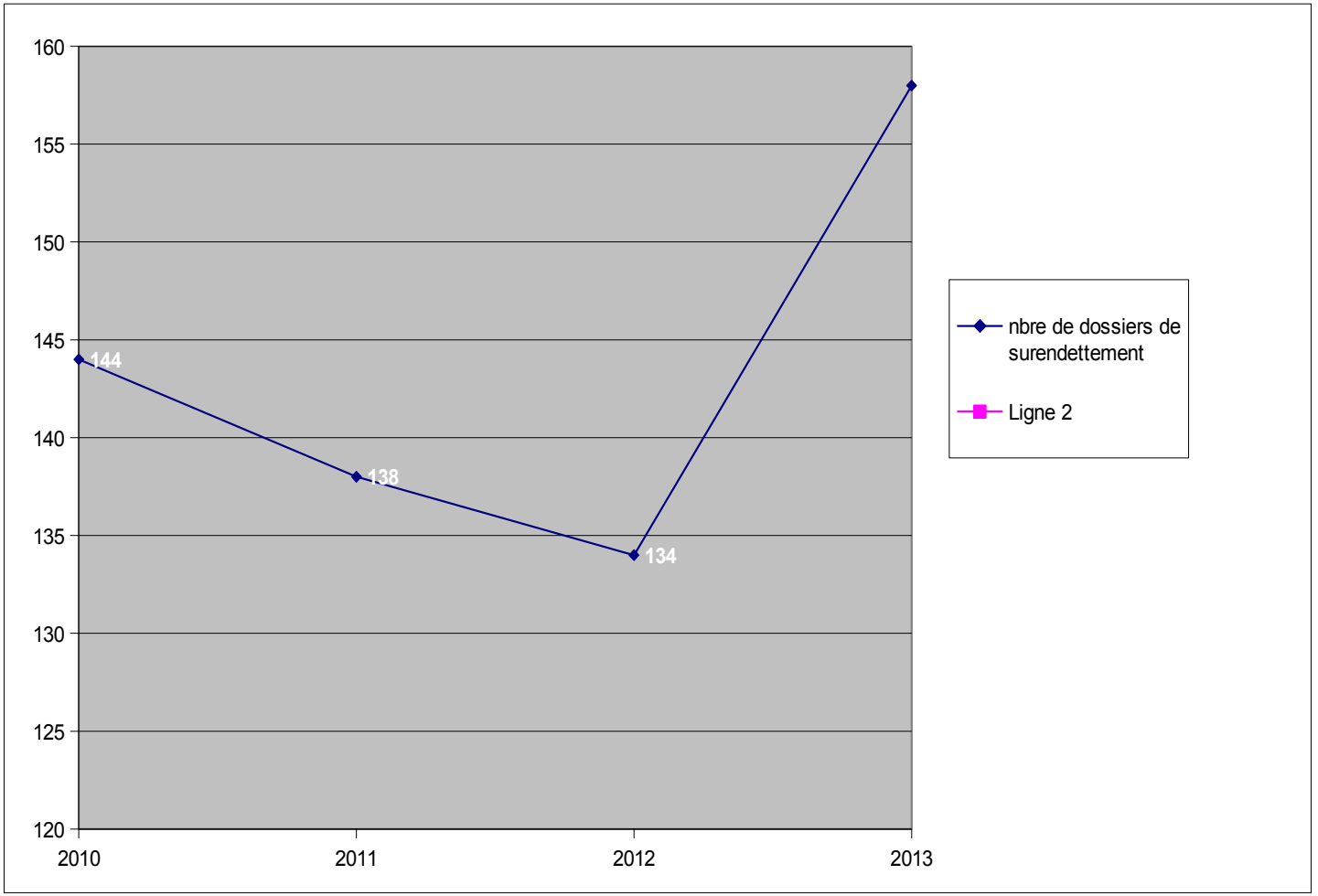
C - Indicateurs liés à la situation sociale

➔ Le nombre de bénéficiaires du RSA est en forte augmentation en 2013 alors qu'il était relativement stable depuis 2010.



C - Indicateurs liés à la situation sociale

➔ Le nombre de dossiers de surendettement suit la même évolution en 2013 alors qu'il était en baisse depuis 2010.



II - *Quelles perspectives pour 2014*

Pour l'activité économique :

<u>INDUSTRIE</u> : prévisions favorables confirmées en début d'année pour :

- l'industrie du bois : progression régulière et satisfaisante depuis 7 mois
- L'industrie agroalimentaire : prévision meilleures pour la viande
- Les secteurs métallurgique, électronique : bonne orientation de la demande

<u>SERVICES</u> : prévisions d'ensemble mitigées

- Secteur automobile : les ventes (N ou O) au niveau de 2013
- Transport : marchés un peu plus porteurs, mais poids des charges très lourd
- Hébergement/restauration : peu de visibilité sur 2014, facteurs extérieurs en jeu (météo, pouvoir d'achat de la clientèle)

<u>BÂTIMENT</u> : prévisions d'activité assez réservées, craintes de défaillances

d'entreprises au 1er semestre 2014 (trésoreries très affaiblies)

La mise en place de nouveaux outils de soutien à l'investissement des entreprises

➔ Zonage des aides à finalité régionales pour la période 2014 – 2020 :

Le classement en Zone AFR :

- Autorise un régime d'aides à l'investissement productif ou la création d'emplois liés à l'investissement préférentiel.

- permet d'accorder de la PAT sur les projets de maintien ou de créations d'emploi

64,40 % de la population départementale proposée au classement.

Calendrier :

- Remontée des propositions du niveau régional à la DATAR à mi-décembre 2013
- 1er semestre 2014 : approbation des cartes par la commission européenne
- 1er juillet 2014 : entrée en vigueur des nouvelles lignes directrices AFR

➔ Les futurs fonds européens, notamment FEDER et contrat de plan Etat-Région 2014-2020 (CPER)

FEDER

➔ Bilan programmation 2007-2013 :

128 projets lozériens soutenus par 11 millions d'€ de FEDER

Mesure phare : efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables : 8 millions d'€ (chaufferies bois, réseaux de chaleur...)

➔ Programmation 2014-2020 :

La Région LR devient autorité de gestion.

Le Languedoc-Roussillon est « région en transition » : enveloppe de 310 M€ (contre 270,4 M€ sur 2007-2013)

Fil rouge : « croissance démographique durable »

Objectif de concentration des crédits, 4 thèmes prioritaires :
1 - R&D, innovation (19%), 2 - déploiement des TIC (10,5%),
3 - compétitivité des PME (19%), 4 – économie décarbonée (15%).

Calendrier : Transmission du PO FEDER/FSE à la CE au plus tard le 1er avril 2014. Programmation fin 2014/début 2015.

CPER

➔ Bilan programmation 2007-2013 :

62 dossiers lozériens soutenus par plus de 9 millions d'€ de FNADT sur le volet territorial Lozère du CPER 2007-2013.

- Pour le Massif central, 47 dossiers, 3 millions d'€ de FNADT
- Pour la Vallée du Lot, 14 dossiers, 1,5 millions d'€ de FNADT

Programmation 2014-2020

Circulaire de cadrage du 15/11/13 = 5 volets thématiques :

- enseignement supérieur, recherche et innovation
- Très haut débit et usages du numérique
- innovation, filières d'avenir et usine du futur
- transition écologique et énergétique
- mobilité

+ Volets territoriaux : Massif central, Vallée du Lot, amélioration de l'accès aux services au public.

Enveloppes non encore précisées.

Calendrier prévisionnel : Réflexions stratégiques en cours, négociation au printemps, signature des contrats prévue à l'été 2014.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi : un outil au service de la compétitivité des entreprises qui donnera sa pleine mesure en 2014

Son objectif : le CICE bénéficie à toutes les entreprises employant des salariés et relevant d'un régime réel d'imposition

Il permet aux entreprises, en diminuant le coût du travail des salariés, rémunérés jusqu'à 2,5 SMIC, d'améliorer leur compétitivité, en favorisant investissement, recherche, innovation, formation, recrutement…

➔ Enveloppe budgétaire dédiée : 20 milliards d'€

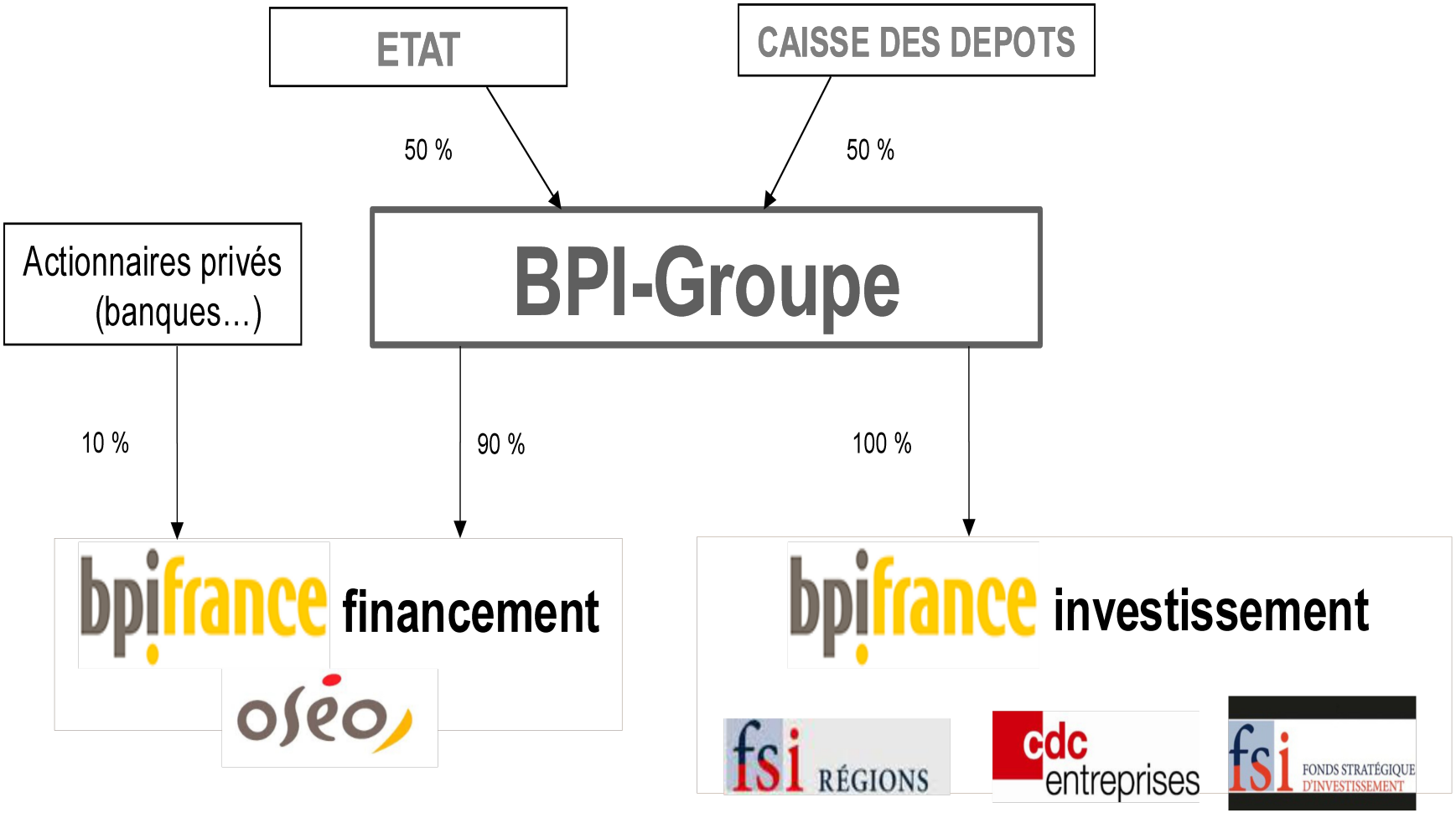
En 2013, le préfinancement du CICE a permis d'injecter 516 918 € dans l'économie lozérienne. :

15 dossiers ont en effet été enregistrés pour une créance mobilisée de 516 918 €.

A partir de 2014, le CICE produira son plein effet au travers des déclarations d'impôts sur les sociétés et de revenus de 2013.

En 2014, montée en puissance de l'activité de la Banque publique d'investissement

Qu'est ce la BPI ?



Les métiers

Investir, financer, garantir et accompagner les entreprises

INNOVATION

Aide directe à l'innovation pour les prises de risque liées au développement de programmes d'innovation

FINANCEMENT

des investissements matériels et immatériels et du cycle d'exploitation en partenariat avec les établissements bancaires

GARANTIE

des financements bancaires et des interventions en fonds propres

FONDS PROPRES

Investissement minoritaire au capital, de la PME à la grande entreprise française, directement ou avec des fonds spécialisées, ou avec des fonds partenaires

EXPORT

Accompagnement à l'international avec UBIFRANCE, financement export et distribution de l'assurance prospection Coface

Les interventions en Lozère en 2013

- **Activité garantie :** Bpifrance a accordé 61 dossiers de garantie (cas par cas et convention TPE) sur le département de la Lozère pour un montant de risque total de 3 M€ ayant permis un recours à l'endettement bancaire de 6 M€.

- **Préfinancement du CICE** : 10 dossiers de pré-financement de CICE ont été accordé pour 245 000 €.

- **Financement** : 4 dossiers de financement ont été accordés pour un montant de 3,23 M€, et 3 PCE pour 17 500 €,

- **Innovation :** 1 dossier subvention pour 28 000 Euros

- **A noter : une permanence Bpifrance a été mise en place en coopération avec la CCI tous les 3 mois pour répondre aux questions diverses des chefs d'entreprise.**

Priorités 2014

Favoriser la compétitivité des entreprises et mettre en œuvre le Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi

A. - Conforter la trésorerie des entreprises : Préfinancement du **CICE** Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, Renforcement de la structure financière grâce au fonds de garantie **RT CCE**

A. - Favoriser la Croissance des entreprises : Lancement de 2 nouveaux prêts de développement avec le Prêt d'avenir (prêts sans garantie sur 10 ans) et le prêt numérique, et augmentation de nos plafonds d'intervention.

A.- Miser sur l'innovation pour la compétitivité de demain : augmentation des capacités d'intervention, accent mis sur le Prêt Pour l'Innovation **(PPI)** et le préfi-Cir.

MERCI DE VOTRE ATTENTION